

**Union européenne - Politique
économique - Allemagne -
Migrations - Climat - Russie -
Entretien de Mme Marielle de
Sarnez, ministre chargée des
affaires européennes, avec le
quotidien «La Croix», «Radio
Notre-Dame» et «RCF» - extraits**
(Paris, 01 juin 2017)

Q - Alors, comment vous allez réconcilier la France avec l'Europe ?

R - Il faut réconcilier les Français avec cette idée parce qu'au fond, on voit bien que dans le monde qui nous entoure - on va peut-être parler de M. Trump, de M. Poutine dans quelques minutes -, nous avons vitalemment besoin d'une Europe qui soit autonome, d'une Europe qui s'organise et qui garantisse sa propre sécurité, on a besoin d'une Europe forte, d'une Europe qui pèse, d'une Europe politique. Pour cela, il faut qu'elle soit démocratique, il faut que les citoyens s'y retrouvent et pour qu'ils s'y retrouvent, il faut que cette Europe les protège, il faut qu'elle porte un certain nombre de changements. Je crois qu'elle doit se détechnocratiser, si je puis me permettre.

Q - Alors, priorité ? Détechnocratiser ?

R - Détechnocratiser.

Q - Oui.

R - Bruxelles, c'est très bien, je connais bien tout cela mais, en même temps, il faut refaire de la politique en Europe, moins de technocratie, plus de politique, plus d'engagement des chefs d'État et de gouvernement. Pour la première fois depuis longtemps, je pense que nous avons eu un candidat qui a fait campagne, et qui a été élu ensuite, en mettant l'Europe au coeur de sa campagne. Dans ses meetings, il y avait des drapeaux français et des drapeaux européens. Écoutez, je vais vous dire, cela fait du bien pour tous ceux qui savent que l'Europe, c'est absolument indispensable. Le fait qu'il y ait ce président élu, à partir du moment où - et c'est son agenda, c'est sa volonté - les réformes vont être conduites en France, alors la France va être de retour, elle va se renforcer ...

Q - Cela va ensemble la confiance dans l'Europe et les réformes en France...

R - Oui, c'est vital ! Si la France n'est pas forte, elle ne peut pas être entendue en Europe, elle

ne peut pas avoir de poids, elle ne peut pas se faire respecter dans le couple franco-allemand qui est absolument indispensable. Donc on a deux points sur notre agenda : 1) que la France se réforme, qu'elle se redresse, qu'elle fasse enfin, qu'elle porte et qu'elle assume - elle pourra le faire parce qu'elle aura une majorité large au Parlement - les réformes qui sont absolument nécessaires pour plus de souplesse pour les entreprises, pour davantage de créations d'emplois, de protections pour les salariés et de formation pour ceux qui en ont plus besoin que d'autres. Toutes ces réformes qui sont en chantier d'aujourd'hui, sont vitales. À partir de ce moment-là, on a à nouveau une voix qui existe, on a à nouveau une voix qui compte et qui pèse en Europe. C'est mon espoir de pouvoir faire bouger un certain nombre de dossiers : la question de la directive des travailleurs détachés...

Q - Alors on va les prendre un par un peut-être, oui...

R - C'est la question de la protection de l'Europe. Au fond, nous devons porter, nous, la France, un agenda de protection pour l'Union européenne.

Q - Vous insistez sur ce mot, protection.

R - Oui.

(...)

Q - Sur l'Europe de la défense, est-ce qu'il est encore temps de faire émerger une Europe de la défense avec le «Brexit» alors que les Britanniques s'apprêtent à quitter l'Union européenne ?

R - Oui ! Mais je vais vous dire, de toute façon, il va falloir le faire. Vous savez, cette phrase qu'Angela Merkel a prononcée est un...

Q - Voilà, «on ne peut plus compter que sur nous-mêmes».

R - Ce qui est un changement...

Q - Oui...

R - Je pense cela depuis très longtemps mais pour eux, c'est un changement. Ils ont le sentiment qu'effectivement, là, on a un problème ponctuel avec les alliés, comme elle le dit...

Q - Je rappelle que la chancelière Merkel a expliqué : «Les temps où l'on pouvait se reposer sur d'autres sont révolus».

R - J'ai toujours pensé que les temps étaient à conduire notre propre destin. J'ai toujours pensé que c'était cela la force de l'idée européenne.

Q - Alors, qui va faire la défense ?

R - Je pense profondément que nous sommes dans un moment historique où l'Union va se reconstruire, où l'Union va trouver une nouvelle dynamique, parce que cela répond aux nécessités du temps. Oui, il faudra aller vers une Europe de la défense, bien évidemment...

Q - Sans les Britanniques ? ...

R - Il faudra aller vers une mutualisation de nos industries en matière d'armement. On a une perte de capacité très importante.

Q - Avec qui ? Avec qui l'Europe de la défense ?

R - On a une perte budgétaire parce que nous dupliquons plusieurs opérations dans plusieurs pays. On voit bien qu'il faut mutualiser. Il faudra que nous conservions, malgré le «Brexit», une relation serrée avec la Grande-Bretagne sur les questions de sécurité, on l'a vu avec l'attentat de Manchester. Qui pourrait imaginer que demain, même une fois le «Brexit» acté, c'est-à-dire la séparation actée, il n'y ait pas une continuation dans notre relation sur les questions de sécurité, de terrorisme et de défense, par exemple ? C'est absolument évident et c'est obligatoire. En même temps, cela veut dire qu'il y a des pays comme l'Allemagne avec lesquels nous devons davantage travailler et avancer sur ces questions de défense et peut-être d'autres pays en Europe : l'Italie, l'Espagne, peut-être même la Pologne.

Q - Comment est-ce que vous faites payer les Allemands sur l'effort de défense, eux qui ont toujours refusé et eux qui sont sous le parapluie américain aujourd'hui ?

R - Je pense que vous avez raison. Si on dit : «Il faut que vous payez», on n'arrivera jamais à rien. Simplement, regardons les enjeux, regardons les objectifs. Si on regarde aussi quand la France intervient au Mali, c'est une décision française...

Q - Cela coûte très cher.

R - Oui, mais il y a aussi un intérêt...

Q - Est-ce qu'on doit être les seuls à payer ? C'est cela la question.

R - Il y a un avantage, pardon, c'est que quand nous décidons, nous ne demandons pas aux 27 de décider avec nous, ou aux 28 à l'époque.

Q - C'est la question. Derrière la défense, c'est à la diplomatie...

R - Nous le décidons !

Q - La défense, c'est quand même une arme au service de la diplomatie.

R - Je suis pour conserver cette capacité que nous, la France, avons...

Q - D'initiative...

R - C'est très important ! À prendre à 13h52 s'il le faut la décision d'intervenir au Mali sans éventuellement remettre cela dans d'autres types de canaux.

Q - Alors, l'Europe de la défense ?

R - Nous devons conserver cette indépendance-là parce qu'elle est très importante, substantiellement importante. D'ailleurs, la France, une fois que le «Brexite» sera prononcé, sera le seul membre du conseil de sécurité permanent à avoir la dissuasion nucléaire. Ceci nous confère une responsabilité. Donc, conserver cette capacité à agir, c'est très important et, en même temps, quand nous sommes au Sahel, quand nous sommes au Mali, nous savons que nous le faisons pour toute l'Europe, nous savons que nous le faisons pour la sécurité du continent européen.

Q - Voilà, cela profite à tout le monde !

R - Il faut, voilà, mettre en place une solidarité.

Q - Financière ?

R - Tout ceci, nous allons en parler dans les mois qui viennent. Il y aura un sommet franco-allemand au mois de juillet qui se déroulera à Paris. Cela sera un des points à l'ordre du jour de ce sommet.

(...)

Q - Plus de 10.000 migrants ont été secourus en Méditerranée la semaine dernière ; plusieurs sont morts, portés disparus, enfin nombreux. Quelle politique on doit adopter ? Est-ce qu'on ne peut pas faire davantage pour accueillir les migrants comme l'ont fait la Suède, l'Allemagne ou

est-ce que le contexte social, géopolitique... ?

Et le contrôle des frontières extérieures... Voilà, Frontex qui a un budget quasi inexistant... L'Europe face aux migrants, on fait quoi, Marielle de Sarnez ?

R - Dans ce cas précis, il y a beaucoup de réfugiés politiques. L'Europe, vis-à-vis des réfugiés, d'ailleurs comme tous les pays de la communauté internationale, a des obligations et elle doit les remplir. C'est la première chose. Deuxièmement, on a besoin d'une solidarité européenne parce qu'il se trouve que la géographie a placé la Grèce et l'Italie où elles sont placées, mais qu'au fond, ceux qui arrivent dans ces pays-là, viennent évidemment rejoindre le continent européen. Il faut qu'on ait une politique européenne de l'asile. Je dis cela parce que là, la France aura son travail à faire. Il y a certains pays où, quand un demandeur d'asile arrive - on va revenir ensuite aux pays d'où ils viennent, aux pays d'origine parce que je pense que c'est très important d'y revenir - et qu'il fait sa demande d'asile, au bout de deux mois ou trois mois, on lui répond oui ou non. Et si c'est non, on peut le renvoyer dans son pays si celui-ci est considéré comme «pays sûr» - je vais y revenir. Chez nous, cela peut durer, avec les recours, deux ans ou trois ans ! Et donc, au bout de trois années, quand quelqu'un attend la réponse pour son droit d'asile, la reconduite à la frontière est d'autant plus compliquée. Vous êtes obligés, en France, de vous mettre un peu, là aussi, aux normes européennes, de tout faire pour que la prise en compte de la demande d'asile et la réponse soient le plus rapide possible. Cela, c'est un point très important. Deuxièmement, il faut harmoniser ces réponses sur les demandeurs d'asile en Europe, qu'il n'y ait pas des pays qui aillent plus ou moins vite. Je pense qu'il faut qu'on ait tous à peu près une réponse dans les mêmes délais...

Q - Cela peut prendre combien de temps ?

R - Dans les six mois, ce serait la longueur d'attente pour le demandeur d'asile. Voilà, ce sont des réformes complexes qu'il faudra faire.

Q - Les pays sont prêts à cela ?

R - Le ministère de l'intérieur en France et le ministère de la justice vont regarder ces questions-là mais ce sont des questions extrêmement importantes ! Deuxième question extrêmement importante, nous devons avoir des frontières gardées, surveillées, garanties. Il n'y a aucune raison...

Q - Frontières de l'Europe, vous voulez dire...

R - De l'Europe ! Il n'y a aucune raison que l'Europe n'ait pas, comme ont les États-Unis, des frontières qui sont contrôlées, où on contrôle...

Q - Et pourquoi ce n'est pas le cas aujourd'hui ? Avec des murs, comme aux États-Unis ?

R - C'était le cas mais voilà, il manque d'hommes. L'un des engagements du président Emmanuel Macron, c'est de remettre des hommes, et des femmes d'ailleurs, dans la surveillance de ces frontières. Il faut renforcer Frontex. Il faut renforcer la consultation obligatoire de fichiers, c'est-à-dire que quand on passe la frontière extérieure, on puisse aussi consulter les fichiers. Il faut donc renforcer la coordination entre l'ensemble des polices européennes. Beaucoup a été fait !

Q - Ce sont des chantiers considérables !

R - Ne laissons pas entendre que rien n'a été fait. Depuis les attentats, beaucoup a été fait. Tous les précédents ministres ont bien oeuvré dans ce sens-là, il y a une vraie coopération, on va dire policière, il y a une vraie coopération en matière de sécurité, il y a une vraie coopération en matière de renseignement, mais on peut toujours aller plus loin...

Q - Schengen n'est pas une passoire, c'est cela que vous dites...

R - Mais il ne faut pas que cela soit une passoire !

Q - D'accord.

R - Il faut que les frontières extérieures de Schengen garantissent que l'accès est contrôlé, comme le sont d'autres grands pays dans le monde. Et puis on arrive au dernier point qui est un point absolument capital : il y a des voies d'accès légales pour venir en Europe. Mais la question, c'est l'immigration illégale. Nous devons travailler avec les pays d'origine, nous devons travailler avec les pays de transit...

Q - Mais ils ne sont pas forcément demandeurs ces pays...

R - Nous devons essayer de régler ces questions le plus en amont possible. Cela veut dire quoi ? Cela veut dire que nous devons avoir, avec les pays d'origine - je pense en particulier à toute l'Afrique et l'Afrique subsaharienne -, une vraie politique. L'Europe, pas seulement nous. Une vraie politique de co-développement, un vrai partenariat de co-développement...

Q - Cela fait longtemps qu'on le dit, ça, Marielle de Sarnez, mais oui...

R - Oui, je pense que toutes ces questions, elles sont sur la table.

Q - C'est un serpent de mer ...

R - Non, ce n'est pas un serpent de mer parce qu'il y a des choses qui ont été faites. Par exemple, il y a des choses qui ont été faites avec la Turquie. Il y a eu...

Q - Oui, enfin, avec la Turquie, là pour l'instant... La Turquie, elle est dans le chantage par rapport à l'Europe...

R - Il y a eu des choses qui ont été faites. Après, on ne mésestime pas les difficultés, mais si on passe notre temps à dire : «c'est trop compliqué», cela veut dire qu'on ne peut rien faire et je ne suis pas pour ne rien faire, je suis pour qu'on puisse agir.

(...)

Q - Est-ce que, comme ministre des affaires européennes, vous allez vous battre contre la directive des travailleurs détachés qui permet à des entreprises d'Europe centrale, d'Europe de l'Est notamment de faire du dumping social en France ?

R - Nous nous battons. Déjà depuis que ce gouvernement est en place, nous nous battons. C'est un des sujets absolument phares. Nous avons vraiment l'objectif, là, de mettre en place quelque chose qui encadre tout ce qui ne va pas dans cette directive des travailleurs détachés.

Q - De quelle façon vous l'encadrez ?

R - Il faut, par exemple, que les entreprises «boîtes à lettres» n'existent plus. Je vous donne les objectifs.

Q - Le principe même qui est que les charges, les cotisations sociales, sont payées selon le pays d'origine et pas le pays où la personne travaille, vous le maintenez ?

R - La question des charges sociales n'est pas dans la directive. On va prendre les questions une par une.

J'ai longtemps dit cela et, en même temps, il y a peu de charges sur les bas salaires en France. La différence n'est pas, finalement, si importante qu'on ne le pense. Sur la question de la directive elle-même, nous allons nous battre pour mettre en place des évolutions. Ce n'est pas simple de le faire ! Il faut des partenaires, il faut des alliés. Tout le monde a compris que la France était extrêmement allante sur la question. On va essayer d'avancer d'ici la fin de l'année sur la question, avec plusieurs principes : oui, on supprimerait les entreprises «boîtes aux lettres», qu'elles ne puissent plus exister. On voit bien ces fausses boîtes qui embauchent, qui en fait, n'ont aucune affiliation réelle avec le pays d'origine. Deuxièmement, il faut contenir dans le temps pour que ce soit vraiment du travail temporaire et non pas faussement du travail temporaire, c'est extrêmement important. Donc, une limite dans le temps. Troisièmement, il faut qu'on puisse appliquer le principe «à travail égal, salaire égal»... Sur la part du salaire, très souvent, est retenue la part d'hébergement ou la part pour le logement, ce qui fait des salaires beaucoup plus bas, ce qui fait un dumping qui, évidemment, n'est pas bon pour les salariés français, auquel il faut mettre fin. Et enfin nous devons renforcer les contrôles pour que ces

contrôles soient d'abord harmonisés en Europe et qu'ils soient effectifs. Voilà quelques-unes des directions. Je peux vous dire que tout le gouvernement y est engagé, que je suis engagée aussi sur cette question, j'en ai encore parlé avec nos partenaires allemands quand j'étais à Berlin avant-hier, et que nous allons continuer tous ensemble, chacun dans notre secteur, à avancer pour que cette question trouve, je l'espère, des réponses d'ici la fin de l'année.

Q - Vous avez dit vouloir détechnocratiser l'Union européenne.

R - Oui.

Q - Concrètement, très concrètement, et notamment sur la gestion de la zone euro, qu'est-ce que vous enlevez à la Commission européenne pour le donner aux chefs d'État et de gouvernement ?

R - C'est une question... Alors, si on part sur la zone euro ...

Q - Vous êtes ministre des affaires européennes et les Français vous attendent sur ce sujet....

R - Il n'y a pas de problème. Je pense que sur la question de la zone euro, au fond, quand on a une monnaie en commun, il faut avoir en commun des politiques. J'ai toujours pensé qu'avoir juste la monnaie dans la poche mais ne pas avoir un budget, ne pas avoir une politique industrielle commune, ne pas avoir une politique, disons, de recherche commune, ne pas avoir une politique économique commune, ne pas avoir une harmonisation fiscale, ne pas avoir une harmonisation sociale, tout ceci n'est pas très efficace.

Q - Il faut un ministre des finances ?

R - Non, vous parlez tout de suite des institutions. Il y a des gens qui sont pour un ministre des finances. Je veux dire, tout ceci peut se regarder. Ce qui m'intéresse, c'est : comment on fait avancer l'Europe ? La fait-on avancer à 27 sur toutes les questions ou est-ce qu'on dit aussi qu'il faut que la zone euro avance sur un certain nombre de domaines, tous ceux que je viens de citer et de noter à l'instant ? Vous voyez bien que, si on peut arriver à avancer à 27, c'est bien, mais qu'en même temps, avoir une avant-garde, cela me semble absolument central, et que cette avant-garde mette enfin en place de vraies politiques communes qui apportent un plus.

Q - Communes ou unique en l'espèce.

R - Communes.

Q - Si on parle de politique fiscale ou sociale, si on veut éviter le dumping, il faut qu'il y ait une politique unique et pas commune.

R - Communes, respectées par tous, de vraies politiques communes, voilà. Qu'on ait une politique économique commune, une politique industrielle commune, qu'on mette fin à la différence fiscale. Enfin vous voyez bien que sur l'impôt sur les sociétés...

Q - Cela, c'est limite...

R - Entre l'Irlande et la France, il y a quelque chose qui ne va pas. En Irlande, c'est beaucoup trop bas ; en France c'est beaucoup trop haut. Cela tombe bien, Emmanuel Macron a promis de baisser l'impôt sur les sociétés. Il faut qu'on arrive à un agenda où l'on fasse converger le social, on l'on fasse converger aussi le fiscal pour aller vers une harmonisation. Je le dis, maintenant cela ne se réalise pas comme cela, dans un claquement de doigts, mais il va falloir convaincre nos partenaires de tout cela. J'ai bon espoir sur tout cela parce qu'au fond, ce que disait la chancelière, la phrase qu'on a citée tout à l'heure...

Q - C'est le moment, c'est ça ?

R - C'est le moment de faire les choses ! Je crois qu'il est inéluctable que l'Europe connaisse des avancées dans les années qui viennent et je crois que c'est un moment historique pour nous et c'est un moment historique pour l'Europe. Et nous sommes à ce moment-là, il faut qu'on fasse avancer les choses. C'est notre intention en tous les cas.

Q - Il y a aussi des gens qui vous diront : «Au regard de l'Histoire, finalement, ce qui a fait le progrès de l'Europe, c'est la concurrence entre les nations européennes, finalement, si on regarde notre histoire» et que si vous créez un espace unique où plus personne n'est concurrent à l'égard du voisin, envers le voisin, finalement, cela va peut-être aboutir à une offre moins-disante pour tout le monde. Non, ce n'est pas un risque ?

R - D'abord, il y a toujours de la concurrence ! Parce que jamais personne n'est le même, vous n'avez pas les mêmes capacités que celui d'à côté, il y a toujours de la concurrence, c'est très bien, et c'est sain. En même temps, ce qui n'est pas sain, c'est la concurrence qui est déloyale. Ce qui n'est pas sain, c'est quand vous n'avez pas les mêmes armes pour vous défendre.

Q - Avec des taux différents...

R - Ce qui n'est pas sain, c'est quand il y a des panneaux photovoltaïques qui arrivent en Europe qui sont fabriqués en Chine, qui sont financés par les Chinois et la puissance chinoise, et qui arrivent chez nous, qui déstabilisent le marché du photovoltaïque parce que c'est beaucoup moins cher que nos propres panneaux, et qui dézinguent notre industrie photovoltaïque ! Et là, il faut répondre. Qu'est-ce qu'a fait l'Europe ? Elle avait répondu il y a quelques années, mais elle avait répondu tellement tardivement qu'une fois qu'elle avait réagi, il n'y avait quasiment plus d'industrie photovoltaïque ! On voit bien que, de ce point de vue-là, il faut qu'on mette en place des instruments de défense commerciale, il faut qu'on se protège. On n'a pas, nous Européens, à être les «naïfs», comme on dit souvent sur la planète. Nous

avons moins d'armes pour nous protéger, par exemple, que les Américains ou que les autres grands blocs du monde. Il n'y a aucune fatalité à cela. Je suis pour qu'on se protège - c'est pour cela que je parlais d'une Europe qui se protège - il faut qu'on soit, on va dire, à concurrence égale, qu'on joue à la loyale !

Q - Il faut du protectionnisme... Protectionnisme européen, non ?

R - Non, ce n'est pas un mot que j'aime, parce qu'on ne va pas se protéger du monde !

Q - Vous pouvez ne pas aimer le mot, mais c'est la réalité !

R - Non pas du tout. Le monde, il est ouvert et c'est bien comme cela. Heureusement que les biens et services et qu'on peut commercer. Mais il faut être à armes égales !

Q - C'est ce que disent les protectionnistes !

R - Quand les États-Unis mettent des droits anti-dumping de 200%, au moment où l'Europe, elle, met des droits anti-dumping de 20%, on voit bien qu'il y a un déséquilibre ; je suis pour mettre fin à ce déséquilibre.

Q - Où est-ce que la décision se prend ? C'est au niveau de la Commission ? Vous dites qu'il y a des réactions trop tardives. Qui, en fait, est responsable de ces réactions tardives ?

R - Le Conseil, tout le monde ! Cela prend du temps pour que les choses se mettent dans un tuyau. Il faut qu'on ait une réforme de nos instruments de défense commerciale qui justement les rende plus réactifs, plus rapides, et que cela aille vite, plus vite...

Q - Encore un vaste chantier pour vous, Marielle de Sarnez... Vous dites «aujourd'hui», mais ils ne sont pas...

R - Mais oui, on est en train de les réformer, là. Donc on est déjà...

Q - Peut-être que ce n'est pas un vrai gouvernement, un vrai ministre européen qui se charge de...

R - On est sur la bonne voie pour les instruments de défense commerciale et pour apporter cela sur la table.

Q - Mais ... parce qu'il n'y a pas un vrai gouvernement, un vrai État européen ! Oui mais du coup, il y aurait une personne qui gère !

R - Il n'y a pas un État européen. Il y a la décision librement consentie de peuples européens de se doter d'un destin et d'un avenir communs. C'est l'originalité du projet européen...

Q - Donc la prise de décision est forcément longue...

R ... c'est comme cela que je le vois. C'est plus compliqué pour la décision. Ce n'est pas un chef, et heureusement pour tout le monde. Il y a 28 États, il y en aura 27 demain avec le «Brexite»...

Q - Mais pourquoi ne fait-on pas le saut fédéral, direct ? Dans ce cas, on se dit «il y a une personne qui»...

R - Le mot «fédéral», il me dérange. C'est un mot dans lequel je ne me retrouve pas. Je suis profondément européenne. Le mot «fédéral», il a deux sens. En Allemagne, il a un sens qui est exactement le contraire du sens qu'on donne généralement à ce mot, cela veut dire subsidiarité, c'est-à-dire que ce sont les Länder qui ont le pouvoir et qui peuvent l'exercer à leur niveau ; et en France, le fédéralisme, c'est : tous les pouvoirs à Bruxelles. C'est comme cela que c'est vu. C'est donc un mot que moi, je récus.

Q - Pourtant, le fédéralisme, c'est la démocratie !

R - Je vous le dis, je suis pleinement européenne, mais moi, je veux une Europe qui marche, je veux une Europe qui décide, et je veux surtout que la France, les Français retrouvent une intimité avec l'Europe. L'Europe, ce n'est pas une affaire, ce n'est pas une question d'affaires étrangères. L'Europe, c'est nous. Et donc c'est dans ce sens-là que nous essaierons d'agir.

Q - Donald Trump, à l'heure où nous enregistrons cette émission, n'a pas encore annoncé si les États-Unis quittaient le... Enfin, il n'est pas «chaud bouillant»... Voilà, on se doute qu'il va annoncer que les États-Unis sortent de l'accord de Paris sur le climat. Est-ce que c'est un coup fatal porté à l'accord de Paris, pour vous ?

R - J'espère que les États-Unis resteront dans le cadre de l'accord climat. C'est d'ailleurs, par ailleurs, un traité international, et les États-Unis se sont engagés à le faire ratifier. Cela va poser des questions juridiques, politiques. J'espère que les États-Unis vont rester parce que, pour un grand pays comme les États-Unis, un grand peuple qui a une grande histoire, se désintéresser de l'avenir de la planète, il y a quelque chose, pour moi, qui ne va pas. Donc jusqu'au «bout du bout du bout», j'espère qu'il va rester dans le cadre de l'accord climat. Si c'était le cas, il faudra assumer nos responsabilités. Il faudra que les 195 autres pays décident évidemment et continuent de vouloir appliquer cet accord. Il y a d'ailleurs un sommet en ce moment, aujourd'hui et demain, Union européenne-Chine pour donner un exemple, et ils se sont exprimés dans ce sens-là. Cela veut dire que pour nous, Européens, il y aura une exigence supplémentaire. Nous devons, par exemple, devenir les leaders mondiaux en matière de production d'énergies renouvelables. Je dis bien : leaders mondiaux. C'est un challenge.

Q - Vous parlez de l'Europe, là ; pas de la France...

R - Oui, de l'Europe. Et pour cela, il va falloir que la France se mette aussi bien au niveau et rattrape quelquefois un retard qu'elle a sur certaines questions, mais la trajectoire est inscrite comme ça, et cela va plutôt dans le bon sens. Nous pouvons devenir demain leaders mondiaux en termes d'énergies renouvelables ; 40% aujourd'hui des brevets sur ces questions d'énergies renouvelables, ce sont des brevets d'entreprises européennes. Donc c'est un gap qui est devant nous, c'est un défi formidable, et je disais un mot des États-Unis tout à l'heure, ce qui moi, me sidère, c'est que dans la décision de M. Trump, peut-être fait-il plaisir à quelques-uns de ses amis...

Q - Au charbon...

R - Au charbon, gaz de schiste ou pétrole. C'est du super court terme ! Derrière, cela veut dire qu'il renonce à ce que les États-Unis deviennent leaders en matière d'énergies renouvelables dans le monde !

Q - Mais du coup, c'est une chance pour l'Europe !

R - C'est ce que je vous dis. Moi j'espère qu'ils resteront...

Q - Donc voilà, la faiblesse américaine finalement...

R - Mais qu'ils restent ou qu'ils ne restent pas, de toute façon, nous, nous devrions devenir ces leaders dans le monde en matière d'énergies renouvelables.

Q - Comment qualifieriez-vous en quelques mots ce que devraient être les relations entre l'Union européenne, ou la France, et la Russie ? Méfiance ? Partenariat ?

R - Toute la séquence internationale récente d'Emmanuel Macron est vraiment une très bonne séquence. D'ailleurs sur le terrain, les gens me le disent, ils sont fiers d'avoir retrouvé, comme cela, un président qui est dans une séquence et qu'ils considèrent comme portant bien la défense de nos intérêts et les principes qui sont les nôtres ; donc ils s'y retrouvent très, très bien. Est-ce qu'il faut parler avec Vladimir Poutine ? La réponse est oui ; je pense que c'était bien de faire ce sommet au Trianon. Sommes-nous d'accord sur tout ? La réponse est non. Est-ce que nous avons des différends ? Oui. Est-ce qu'il faut en parler ? Oui ; il a parlé des différends sur l'Ukraine, il a parlé des différends que nous avons sur la Syrie. Après, on a quand même tous la même obligation dans le monde : nous devons en finir, éradiquer Daech ! Éradiquer la barbarie du terrorisme en Daech ! Simplement, moi je crois que pour l'éradiquer, il faut en même temps travailler à restabiliser la Syrie. On ne peut pas déconnecter les deux. Pour restabiliser la Syrie, il faut avoir des issues politiques, sans doute il ne faut pas détruire l'État syrien, comme on a vu la destruction de l'État en Irak, où l'on a bien vu, derrière, ce que

cela a donné. Mais en même temps, il faut qu'une transition politique soit possible. Tout ce qui déstabilise la Syrie, cela nourrit aussi une part du terrorisme ! ...

Q - Juste un mot sur la Russie... Les sanctions...

R - ...Mais si on peut faire converger, voilà, les orientations des uns et des autres ; mais il y a une ligne rouge que la France a fixée, c'est la question des armes chimiques, et de ce point de vue-là, le président français a eu évidemment mille fois raisons. Et il y a aussi la question de l'accès humanitaire à laquelle moi, je suis très sensible. C'est très important.

Q - Je reviens en 30 secondes sur la question de la Russie, faut-il maintenir les sanctions qui ont été mises en place...

R - Mais les sanctions ne sont pas une fin en soi ! Les sanctions, elles existent parce qu'il y a eu, de la part de la Russie, une illégalité constatée ! Si la Russie, demain - et l'Ukraine, d'ailleurs, qui doivent se parler - respectent les accords de Minsk, à ce moment-là, les sanctions, on peut les regarder ! Mais les sanctions, elles découlent du fait que ces accords ne sont pas respectés. Il faut maintenant que les parties prenantes à l'Accord respectent l'Accord.

Q - Très bien. Merci beaucoup à vous, Marielle de Sarnez.

R - Merci à vous./.